

## Réunion de la Commission de la coopération et du développement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)  
Québec, Québec  
23 au 26 mai 2023

### Délégation québécoise

- M<sup>me</sup> Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), vice-présidente de l'APF
- M<sup>me</sup> Geneviève Hébert, députée de Saint-François, rapporteure à la Commission des affaires parlementaires (CAP)
- M<sup>me</sup> Madwa-Nika Cadet, députée de Bourassa-Sauvé, rapporteure au Réseau des jeunes parlementaires (RJP)
- M<sup>me</sup> Marie-Ève Vermette, Directrice des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Chef d'équipe du Service des affaires multilatérales et de la coopération parlementaire
- Conseillers en relations interparlementaires et internationales et au protocole

### Contexte

La Commission sur la coopération et le développement (CCD)<sup>1</sup> est l'une des quatre commissions de l'APF. Elle se réunit deux fois par année, soit lors de la session annuelle de l'APF et lors d'une réunion intersessionnelle. La section du Québec assume un poste de rapporteur au sein de la CCD, en plus d'occuper l'une des vice-présidences. La CCD s'est réunie à Québec, du 23 au 26 mai 2023, à l'invitation de la section québécoise de l'APF.

---

<sup>1</sup> En vertu des Statuts révisés de l'APF, la CCD changera de nom lors de la 48e Session de l'APF prévue en juillet à Tbilissi en Géorgie. Elle s'intitulera désormais la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales (CAESE).


## Objectifs et résultats

Organiser la réunion de la CCD et représenter la section du Québec de l'APF afin de porter la voix de l'Assemblée nationale du Québec au sein des instances de la Francophonie.

- La présidente de l'ANQ et vice-présidente de l'APF, M<sup>me</sup> Nathalie Roy, a pris la parole lors de l'ouverture des travaux de la Commission pour réitérer l'importance accordée à la francophonie par la section du Québec. Elle a aussi mentionné que les enjeux relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes constitueront une propriété pour l'Assemblée, et qu'elle compte collaborer avec le Réseau des femmes parlementaires à ce sujet.
- Les thématiques du développement durable et de la lutte aux changements climatiques étant au cœur des travaux de la Commission, la présidente a partagé quelques bonnes pratiques de l'ANQ aux parlementaires francophones présents. Elle a notamment mentionné la mise en place d'un inventaire des gaz à effet de serre (GES), l'inclusion de critères de développement durable dans les appels d'offres, la politique d'achat responsable et la présentation du deuxième plan de développement durable du parlement pour la période 2023-2027. Elle a aussi souligné l'organisation d'une formation sur les changements climatiques auprès des parlementaires québécois en avril 2023.
- En remplacement de la vice-présidente et rapporteure de la section du Québec à la CCD, la rapporteure de la section du Québec à la CAP, M<sup>me</sup> Hébert, a participé au tour de table sur l'actualité économique des sections. Elle a ainsi brossé un portrait de l'économie québécoise et fait état des enjeux de la rareté et de la pénurie de main d'œuvre. Elle a aussi souligné l'importance pour les États d'adapter leur économie afin d'appuyer la transition énergétique et la lutte aux changements climatiques. Sur ce point, elle a fait état du plan de mise en œuvre 2022-2027 du Plan québécois pour une économie verte et du virage vers l'électrification des transports.
- La représentante du Québec à la 9<sup>e</sup> édition du Parlement francophone des jeunes (PFJ), une simulation parlementaire organisée par l'APF, a présenté aux membres de la CCD la résolution sur la participation des jeunes à la lutte contre les changements climatiques adoptée par le PFJ en juillet 2022 à Tirana en Albanie.


Présenter le projet de résolution sur la transition énergétique et le rapport sur le suivi des négociations commerciales internationales menées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

- À titre de représentante de la section du Québec, la rapporteure à la CAP a présenté un projet de résolution sur la transition énergétique qui appelle les parlementaires francophones à accélérer la décarbonisation de leurs économies en vue d'une transition énergétique juste et équitable. Les sections de la France et de la Belgique ont soumis des propositions d'amendements afin que les énergies faibles en carbone soient incluses au projet de résolution. Il a été décidé de poursuivre l'examen de ce projet de résolution, et de le soumettre pour adoption lors de la prochaine réunion de la CCD en juillet 2023.

- 
- Depuis 2005, la section du Québec assure auprès de la CCD le suivi des négociations commerciales internationales menées à l'OMC. Un point à l'ordre du jour des réunions de la CCD est toujours prévu à cet effet.
  - La rapporteure de la section du Québec à la CAP a présenté aux membres de la Commission les plus récents développements en matière de négociations commerciales et de mise en œuvre des accords de l'OMC. Elle s'est penchée plus spécifiquement sur l'Accord sur les subventions à la pêche, premier accord de l'OMC axé sur la durabilité environnementale, et sur les mesures mises en place par l'OMC pour devenir une organisation plus sensible au genre et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il a aussi été question du nouveau Mémoire d'entente signé entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'OMC pour accroître la participation des pays francophones au système commercial multilatéral, et du prochain Forum public de l'OMC qui portera sur la façon dont le commerce peut contribuer à un avenir plus vert.

Effectuer le suivi des thèmes d'étude portés par les autres sections de l'APF et auditionner différents intervenantes et intervenants en lien avec les domaines de compétences de la CCD.

- La section canadienne a présenté son rapport final sur l'impact des changements climatiques sur les territoires insulaires, côtiers et riverains de l'espace francophone. Le rapporteur s'est penché plus en détail sur les conséquences de l'augmentation du niveau et de la température de l'eau, de l'érosion des berges et des changements dans les niveaux de précipitations. La section du Québec a appuyé le rapport final. Un projet de résolution sur ce rapport sera présenté lors de la prochaine réunion de la Commission.
- La section belge a présenté un plan de rapport sur la sécurité et la souveraineté alimentaire dans l'espace francophone. L'enjeu de la sécurité alimentaire étant actuellement au cœur des préoccupations de plusieurs pays francophones, la section du Québec est favorable à ce que la section belge poursuive l'étude de ce thème.
- Les parlementaires présents ont pu entendre et échanger avec plusieurs expertes et experts sur des thématiques liées aux changements climatiques, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité et au développement durable.
  - Le directeur général d'Ouranos, un consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, a exposé les constats du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) quant aux causes et aux impacts des changements climatiques. Il a insisté sur l'importance de mettre en place des mesures de réduction des GES et d'adaptation aux changements climatiques, en plus de souligner les enjeux internationaux liés à l'inaction climatique. Il a aussi été question de carboneutralité, de transition énergétique et de gouvernance climatique.
  - La sous-ministre adjointe aux Relations internationales et à la Francophonie et la conseillère aux enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition et de diversité



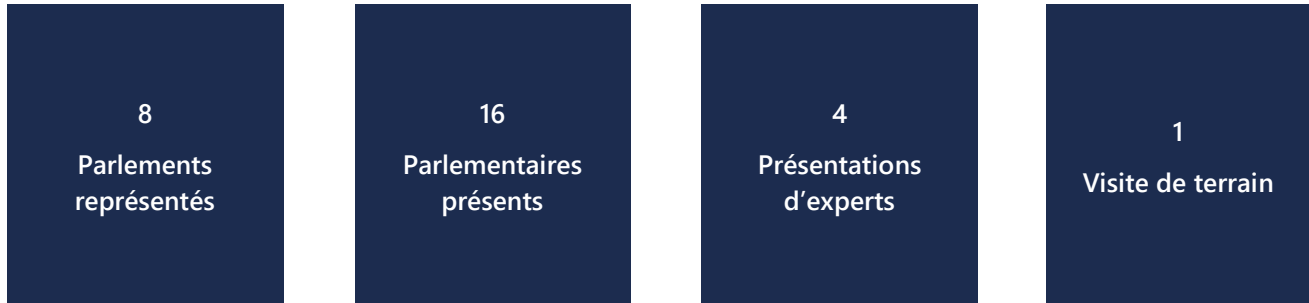
biologique du Gouvernement du Québec ont préparé pour les membres de la Commission une présentation sur les défis de la sécurité alimentaire et de la biodiversité. Elles ont brossé un portrait des enjeux en sécurité alimentaire, et abordé la question des impacts des changements climatiques sur le secteur agricole et alimentaire. Bien que le système alimentaire mondial soit responsable d'environ un tiers des GES, les intervenantes ont souligné le potentiel de ce secteur en matière d'adaptation. À titre d'exemple, elles ont présenté le projet « Sécurité alimentaire : une agriculture adaptée » (SAGA) qui a pour objectif de renforcer les capacités de planification de l'agriculture aux changements climatiques au Sénégal et en Haïti. Elles ont conclu leur intervention en présentant le nouveau Cadre mondial de la biodiversité Kunming – Montréal, adopté lors de la 15<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur la biodiversité qui s'est tenue en décembre 2022 à Montréal.

- La directrice de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) de l'OIF a partagé à la Commission les objectifs stratégiques de l'IFDD pour bâtir une Francophonie durable. Elle a notamment mentionné leur volonté de contribuer à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable de l'Agenda 2030 et des Accords multilatéraux sur l'environnement. Pour se faire, l'IFDD mise sur les formations en ligne et en présentiel, ainsi que sur le [programme NEXUS](#) qui apporte un appui aux démarches régionales en matière d'adaptation et de résilience aux changements climatiques.
- Des représentants de la Division du développement durable du Service de la planification de l'aménagement et de l'environnement ont présenté le Plan de transition et d'action climatique 2021-2025 de la Ville de Québec aux parlementaires présents. Ils ont parlé des initiatives de décarbonisation, de résilience et de transition climatique mises sur pied par la municipalité pour réduire et capter les GES, diminuer les répercussions des changements climatiques et favoriser l'engagement collectif à transformer les comportements et les modes de vie. Une visite terrain a été organisée par la Ville de Québec pour présenter aux membres de la Commission deux projets de transition et d'action climatique de la ville de Québec : le réaménagement de l'avenue Maguire en une artère conviviale et l'aménagement urbain du sentier des Grands-Domains-de-Sillery.

Participer au colloque « Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements? » organisé le 26 mai par l'ANQ et le scientifique en chef du Québec.

- Les membres de la Commission ont assisté à l'ensemble des activités du colloque scientifique. Ainsi, ils ont participé à la conférence d'ouverture sur les changements climatiques, assisté à la présentation du corpus législatif sur les changements climatiques de l'APF et de l'IFDD, échangé avec des experts sur la place de l'information scientifique au sein des parlements et renforcé leurs capacités en matière d'utilisation des données scientifiques et de communication scientifique dans le cadre d'ateliers de formation.

## Statistiques



## Suivis

La prochaine réunion de la CCD aura lieu lors de la session annuelle de l'APF à Tbilissi, Géorgie, en juillet 2023. La section du Québec y participera et fera à nouveau le suivi des négociations commerciales internationales menées à l'OMC, en plus de poursuivre l'étude du projet de résolution sur la transition énergétique et de proposer un nouveau thème de rapport.

Les présentations des divers intervenants ont été acheminées aux parlements participants.

## Dépenses

Transport	3 531 \$
Restauration	7 062 \$
Hébergement	4 000 \$
Interprétation	\$
Divers	1 015 \$
<b>TOTAL</b>	<b>15 608 \$</b>